

ainsi. En effet, nous commençons à nous rendre compte maintenant que l'homme lui-même est plus qu'une machine économique consciente, plus qu'une simple machine. Nous devons maintenant reconnaître qu'il en va de même de plusieurs de nos institutions nationales. Le Commonwealth représente beaucoup plus qu'un simple organisme relevant des gouvernements. C'est, au contraire, une institution qui renferme en elle-même un principe qu'aucun rouage administratif ne saurait avoir, le principe de vie, donc de croissance, qui doit être orientée vers un but.

Nous ne sommes pas en face d'un Commonwealth nouveau, mais simplement de l'aspect nouveau d'un organisme vivant, en voie d'évolution et d'expansion. Nous oublions parfois la grande puissance et la réserve d'énergie des êtres vivants qui grandissent. Nous oublions souvent, je crois, que le champignon qui pousse peut, comme le marteau pneumatique, fendre un bloc de béton ou un trottoir. Ni nous-mêmes ni nos semblables ne sommes des automates que l'on peut assujettir à des principes économiques ou politiques commodes. Nous oublions que nous avons reçu les dons divins de la vie, de la nature humaine et de la volonté libre. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Commonwealth pourrait être particulièrement fort à l'heure actuelle.

Comme tous les êtres qui se développent, le Commonwealth est parti d'une graine, qui remonte à l'Empire britannique, et même plus loin. Il a son origine dans les principes fondamentaux de gouvernement et de liberté individuelle élaborés au sein de l'Empire. Cette graine a été semée ici, mais aussi dans différentes terres. Malgré toutes leurs différences, les nations qui en sortent ont une grande ressemblance, un air de famille. Nous parlons des différences qui existent entre les nouveaux pays et les anciens, entre les nations en voie de développement et celles dont les ressources techniques sont hautement exploitées. Il y a, pourtant, entre les unes et les autres, un air de famille qui est frappant. La semence a été bonne, puisque les fruits en ont été des nations respectées dans tout le monde, à cause de leur civilisation, de leur culture, de leur prospérité, de leur conduite pacifique dans les affaires mondiales et, par-dessus tout, des principes fondamentaux de gouvernement parlementaire que nous maintenons.

Ainsi, bien que le Commonwealth n'ait vraiment pas été organisé—comme Topsy, il a plus ou moins atteint l'âge adulte tout en n'ayant pas de constitution claire, de programme régulier, de réunions, d'ordre précis de préséance, de contrats ou d'accords qui le lient— il a cependant, une chose qui, à mon avis, est encore plus importante. Le fait demeure. Le Commonwealth est là. Il existe

encore, et dans les temps de crise ou d'épreuve, ses membres ont une façon étonnante de faire front commun pour sauvegarder les intérêts du genre de civilisation dont ils jouissent. C'est ce que nous ont fait comprendre, je crois, les paroles que nous avons entendues aujourd'hui de la part du premier ministre.

Ainsi, comme moyen de sauvegarder nos intérêts communs, le Commonwealth peut être plus fort que bien d'autres organismes soigneusement élaborés, comme l'ancienne société des nations ou l'Organisation des Nations Unies d'aujourd'hui. Certains des résultats immédiats de la conférence se manifesteront, je crois, même s'ils ne sont pas apparents pour nous dès maintenant. Un grand nombre des chefs de gouvernement qui ont assisté à la conférence se sont rendus immédiatement au Caire pour participer à une réunion de l'Organisation pour l'unité africaine, qui s'ouvrirait aujourd'hui—je pense particulièrement aux participants venant des pays africains. Il n'y a pas, je crois, l'ombre d'un doute que la répercussion de la conférence du Commonwealth sur l'attitude de ces hommes sera étroitement liée aux décisions prises au Caire et aux discussions qui s'y déroulent. Il y aura peut-être de nombreux résultats à longue portée qui ne seront pas immédiatement manifestes.

Je suis certain aussi qu'il y aura des résultats à longue échéance, mais ils ne seront efficaces que si l'esprit manifesté à la conférence des premiers ministres est suivi par l'adoption de mesures concrètes. L'une des occasions les plus sûres qui s'offrent actuellement au Commonwealth se trouve dans le domaine de l'économie. Il y a quelques années seulement, nous rejetions une offre de la Grande-Bretagne en vue d'adopter une mesure pour libéraliser le commerce au sein du Commonwealth et il me semble que cette occasion s'offre toujours. Il est bon de parler de la libéralisation du commerce qui pourrait émaner des entretiens Kennedy, mais lorsque nous songeons à l'objectif indispensable dans le domaine commercial à l'heure actuelle, je crois que nous devons également admettre que nous ne pouvons atteindre cet objectif d'un seul coup. La façon la plus logique de se développer et d'évoluer est d'adopter la mesure qui se présente à un moment donné. Dans le Commonwealth, actuellement, nous pourrions réaliser certains objectifs que nous avons en vue à l'échelle mondiale dans les domaines du commerce et de l'économie.

Ceci s'applique aux pays désavantagés au sein du Commonwealth. Je conviens avec l'honorable député de Burnaby-Coquitlam que le Canada offre une aide et des échanges commerciaux insuffisants aux pays désavantagés. Il y a de nombreux moyens de venir en aide à ces nations, au lieu de se contenter de